

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

PREMIER MINISTRE

VISAS: - DGLTE
- DGD
- DGI

Décret n°: 2002 - 19 portant reconnaissance d'utilité publique de l'Agence Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement (ANEPA) et fixant son régime fiscal et douanier

LE PREMIER MINISTRE

SUR RAPPORT DU MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE
ET DU MINISTRE DES FINANCES

Vu la constitution du 20 juillet 1991;
Vu la loi n° 64.098 du 9 juin 1964 relative aux associations;
Vu la loi n° 97 – 008 du 21 janvier 1997 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux projets publics;
Vu le décret n° 28 – 92 du 18 avril 1992 relatif aux attributions du Premier Ministre
Vu le décret n° 155 – 2001 du 04 novembre 2001 portant nomination du Premier Ministre
Vu le décret n° 156 – 2001 du 05 novembre 2001 portant nomination des membres du Gouvernement;
Vu le décret n° 157 – 84 du 29 décembre 1984 portant règlement organique relatif aux attributions des Ministres
Vu le décret n° 90 – 94 du 23 octobre 1994 fixant les attributions du Ministre de l'Intérieur des Postes et Télécommunications et l'Organisation de l'administration centrale de son département;
Vu le décret n° 005 – 2000 du 10 janvier 2000 fixant les attributions du Ministre des Finances et l'Organisation de l'administration centrale de son département;
Vu le décret n° 68 – 98 du 18 janvier 1998 fixant les attributions du Ministre des Affaires Economiques et du Développement et l'Organisation de l'administration centrale de son département;
Vu le décret n° 61 – 86 du 2 juillet 1986 fixant les attributions du Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie et l'Organisation de l'administration centrale de son département;
Vu la Convention signée le 01/ septembre / 2001 entre l'Etat et l'ANEPA notamment en ses articles 8, 9 et 10;
Vu le récépissé de déclaration d'une Agence dénommée Agence Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement (ANEPA) n° 0144 / MIPT/ DAPLP/ SLP du 17/ juillet / 2001;

Le Conseil des Ministres entendu le 6 février 2002

DECRETE

Article premier: est reconnue d'utilité publique l'Agence Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement (ANEPA) Agence de droit privé régie par la loi n° 64.098 du 09 juin 1964, déclarée suivant récépissé n° 0144 / MIPT/ DAPLP/ SLP délivré le 17/ juillet / 2001 par le Ministre de l'Intérieur des Postes et Télécommunications.

A ce titre l'ANEPA peut recevoir des dons et legs dans les conditions prévues à l'article 27 de la loi du 9 juin 1964.

Article 2 : La reconnaissance d'utilité publique de l'Agence peut être retirée en cas de résiliation de la convention signée le 01/09/2001 entre l'Etat et l'ANEPA

Article 3: les matériaux, matériels, pièces détachées, Véhicules de tout type, carburants et lubrifiants, nécessaires au fonctionnement de l'ANEPA, acquis à l'importation sur financement externe ou dans le cadre d'un don ou d'une subvention non remboursable, sont exonérés de tous droits et taxes.

Article 4: les charges fiscales liées à l'exécution des marchés de travaux Financés sur emprunt extérieur exécutés par l'ANEPA ou pour son compte, dans le cadre de la convention du 1^{er} septembre 2001 susvisée, sont supportées par l'Etat, dans les conditions prévues par la loi n° 97 – 008 du 21

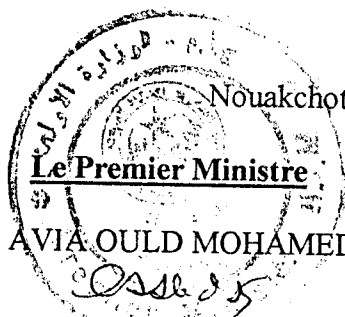
janvier 1997 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux projets publics sur financement extérieur..

Les matériaux, matériels et équipements financés sur les comptes de l'ANEPA sont soumis, à l'importation au régime prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Pour l'application des dispositions ci – dessus, l'ANEPA devra présenter à l'approbation des autorités compétentes du Ministère des Finances les listes des matériels, matériaux, équipements et fournitures annexés aux marchés.

Article 5: sans préjudice des prévisions des articles 3 et 4 ci dessus, l'ANEPA peut bénéficier, le cas échéant des régimes fiscaux ou douaniers favorables prévus par les lois en vigueur au profit d'institutions similaires.

Article 6: Le Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, Le Ministre de Finances, Le Ministre des Affaires Economiques et du Développement et le Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.



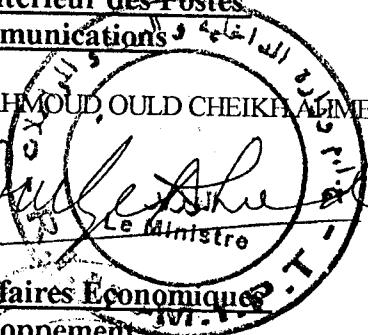
Nouakchott; le: 31 Mars 2002

Le Premier Ministre

CHEIKH EL AVIA OULD MOHAMED KHOUNA

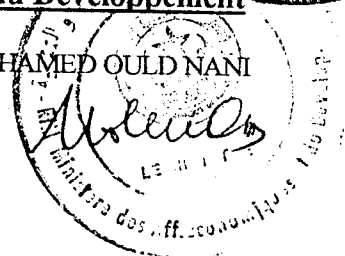
**Le Ministre de l'Intérieur des Postes
et Télécommunications**

LEMRAHOT SIDI MAHMOUD OULD CHEIKH AHMED



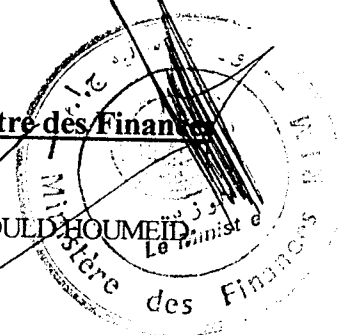
**Le Ministre des Affaires Economiques
et du Développement**

MOHAMED OULD NANI



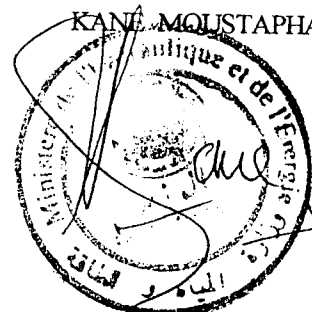
Le Ministre des Finances

BOYDIEL OULD HOUMEID



**Le Ministre de l'Hydraulique
et de l'Energie**

KANE MOUSTAPHA



Ampliations:

-PM
-MSG/PR
-TOUS MINISTERES
J.O
Arch.Nles

2
2
3
3
3